

# EXTRAIT du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL d'HILLION SÉANCE du lundi 16 décembre 2024

Date de convocation : 10 décembre 2024  
Date d'affichage : 10 décembre 2024

Nombre de Conseillers en exercice : 27  
Nombre de Conseillers présents : 23  
Nombre de Conseillers votants : 27

L'an deux mille vingt-quatre, le lundi seize décembre à dix-huit heures trente minutes, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la salle du Conseil Municipal en séance publique sous la présidence de Madame le Maire.

Étaient présents : A. Guennou – M. Colas – A. Jégovic – I. Crézé – W. Macé – V. Rosnarho – H. Bourdonnais – M. Chaplain – G. Kuntz – D. Boulaire – V. Rebours – M. Devrand – E. Allanic – F. Le Meur – A. Mercier – I. Lévêque – S. Hamon – F. Deniaux – V. Gaudu – R. Trivin – E. Guy-Claereboudt – P. Carrière & A. Le Texier formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents excusés : M. Cosson donnant procuration à A. Guennou, B. Delanoë donnant procuration à V. Rosnarho, A.G. Bertrand donnant procuration à A. Jégovic, S. Rault donnant procuration à M. Devrand.

Était absent : néant

Monsieur Grégoire Kuntz est nommé secrétaire et Madame Aurélie Le Texier, secrétaire adjointe.

## OBJET :

### PRÉSENTATION DE LA PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE POUR LES AGENTS DE LA COMMUNE - VOLET « SANTÉ »

Rapporteur : Morgane COLAS, Adjointe chargée de l'Administration générale, des finances, et des ressources humaines

Vu les articles L827-1 et suivant du Code Général de la Fonction Publique relatifs à la Protection Sociale Complémentaire ;

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la Protection Sociale Complémentaire de leurs agents et des quatre arrêtés d'application du 8 novembre 2011 ;

Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de Protection Sociale Complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

Les employeurs publics territoriaux doivent contribuer au financement des garanties d'assurance de la Protection Sociale Complémentaire de leurs agents pour couvrir les risques santé, c'est-à-dire, les frais occasionnés par la maternité, une maladie ou un accident.

Cette participation deviendra obligatoire pour les risques « santé » à effet au 1<sup>er</sup> janvier 2026 (montant minimal de 15€ brut mensuel, selon l'article 6 du décret n° 2022-581). Les garanties minimales sont celles du « contrat responsable », complétées du « panier de soins ».

Les garanties minimales éligibles à la participation de l'employeur doivent être proposées selon le mode de contractualisation :

- ✓ Contrat individuel d'assurance labellisé ;
- ✓ Contrat collectif d'assurance à adhésion facultative ou obligatoire, souscrit dans le cadre d'une convention de participation. Cette convention est conclue, à l'issue d'une procédure d'appel à concurrence, avec un organisme d'assurance, soit par l'employeur, soit par le Centre de Gestion du ressort de l'employeurs.

Une présentation en Comité Social Territorial (CST) a eu lieu le 25 novembre 2024. Un avis favorable a été émis.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :**

- De DÉCIDER de retenir la procédure de la convention de participation pour le volet « Santé » au 1<sup>er</sup> janvier 2026 ;
- D'AUTORISER la participation à l'appel public à concurrence lancé par le Centre de Gestion des Côtes d'Armor afin d'adhérer à la convention de participation et à son contrat collectif d'assurances proposés par le CDG 22 ;
- De VERSER une participation brute par agent à la date d'effet de la convention :
  - En respectant le minimum prévu au décret n° 2022-581 du 20 avril 2022,
  - Selon l'issue des échanges à venir du groupe de travail

(La participation sera confirmée par délibération prise en application au décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011).

- D'AUTORISER Madame le Maire à signer tous documents afférents à cette délibération.

**Annie GUENNOU,  
Maire.**

